CONSTITUTION EUROPEENNE

Votons NON

- **POUR NOUS DEFENDRE**
- **POUR RESTER MAÎTRES DE NOTRE DEVENIR**

LA VICTOIRE DU NON OUVRE DES PERSPECTIVES

Une bataille décisive s'engage. Pas d'abstention ! Tous à l'offensive.
L'enjeu, c'est l'avenir du monde du travail, notre avenir, celui de notre famille, de nos enfants. Celui de notre nation.
Accepter la camisole de force que les camelots du Fric nous offrent d'endosser, ce serait n'avoir tiré aucun enseignement de notre expérience vécue depuis Maastricht. Et cela est impensable.

QU'EST-CE QUE CETTE EUROPE ? PAS UNE INCONNUE !

Nous la connaissons bien, les uns et les autres. C'est celle de Maastricht. On ne nous fera pas prendre les vessies pour des lanternes. Ce n'est pas l'âge d'or du peuple qui s'annonce dans le grimoire des 400 articles qui composent le projet, c'est le règne sans partage du profit!
C'est cette Europe maastrichtienne qui gèle les salaires les pensions et les retraites, qui allège les impôts des riches, fait payer aux travailleurs, la hausse des carburants et des transports, grève leurs salaires des hausses de prix, pompant sur eux la CSG, les diverses TVA et prélèvements.
C'est cette Europe des patrons et des multinationales qui traite les salariés comme des klinex, qui délocalise les usines et qui rend les riches plus riches de l'exploitation de travailleurs du tiers-monde, semi-esclaves sans protection sanitaire ni sociale. Ce qui fait certes baisser, pour les négriers, le coût de la force de travail, mais non, pour les consommateurs, les prix. Ils ont flambé depuis l'émission de la monnaie unique.
C'est cette Europe qui rend les salariés, corvéables à merci.
C'est cette Europe qui démantèle le Code du travail, s'attaque à la Sécurité sociale, aux Hôpitaux, à l'Ecole… !
C'est au nom des dogmes de cette Europe que les gouvernements de gauche et de droite bradent le patrimoine national au mieux offrant (et ce n'est même pas évident !). C'est en vertu de ses *fatwa* que les *ayatollahs* du capitalisme privatisent les services publics, privent les villages et même les bourgs de bureaux de poste, d'hôpitaux, de maternités, de relations ferroviaires…
C'est cette Europe qui accepte d'être une force supplétive des Etats-Unis par l'inféodation à l'OTAN.
C'est à cette Europe que Chirac et Mitterrand ont aliéné la souveraineté nationale, c'est-à-dire la souveraineté populaire, c'est-à-dire le droit pour le peuple qui vit de son travail et non de celui des autres à décider du présent comme de son avenir ! Déjà 80% des lois ne relèvent plus de notre Parlement. Combien demain si le carcan de la constitution achève de nous paralyser ?
Est-ce-cela le progrès ? Vivre plus mal après Maastricht qu'avant ?

ILS VOUS MENTENT OU SE TAISENT

Qui ? Les Giscard, les Chirac, les Sarkosy, les Chérèque, les Hollande, les Guigou, les Madelin, les Lang, les Seillère… Comment les citer tous ? Et nous apporterions notre consensus à leurs visées!

Ils vous disent que le NON ce serait le retour au traité de Nice, le chaos ! Vieille recette qui a beaucoup servi. Ne s'y laisse prendre que celui qui le veut bien. En réalité le NON de notre peuple, le NON du monde du travail, des sciences, des arts, serait un magistral coup de pied dans cette fourmilière de tartuffes politiciens et de prédateurs.

Ils mentent en parlant d'avancées dans le texte proposé. L'introduction à trois reprises du mot social dans le projet constitutionnel ne change en rien la loi de la jungle du marché. Les Services publics ne sont pas reconnus comme ils le prétendent mais livrés à la concurrence, contraints aux critères de gestion du secteur privé et interdits de subventions. Ce ne seraient plus des **services publics** comme déjà commencent à cesser de l'être la Poste et EDF-GDF…Ne subsisteraient que les **Services d'intérêt économique général**, pour assurer le minimum vital irréductible : une sorte de SAMU des services

Les organisations qui se réclament du monde du travail et au premier chef les syndicats, et principalement la CGT, manqueraient à leur vocation en restant dans l'expectative ou dans le silence. Pour parler clair, la CGT, par exemple, porteuse depuis son origine des aspirations des travailleurs, peut-elle rester entre un OUI et un NON, un NON qui en définitive est un OUI. car comme dit la sagesse populaire, qui ne dit mot consent

Ses militants ont une vieille expérience des luttes, dans les entreprises, dans la Résistance à l'occupant, contre les guerres coloniales. Contre Maastricht où, en 1992, leur Centrale par la voix de son secrétaire général a exigé un référendum et l'ayant obtenu a appelé avec force au NON. Et il s'en est fallu de bien peu qu'il ne l'emporte. L'expérience de Maastricht aidant, les tenants du NON peuvent espérer cette fois gagner la bataille. Encore faut-il s'y préparer et l'engager avec le maximum de forces…

D'ailleurs des signes encourageants se manifestent : Des syndicats à différents niveaux appellent à voter NON, par exemple : le syndicat CGT (CNRI-IRIA, section Côte d'Azur), Le syndicat national de la CGT-INRA, le syndicat PTT du Val de Marne, la commission exécutive des PTAS DDE du Var, le SNATGI –CGT de Paris centre…

LE NON OUVRE ENFIN DES PERSPECTIVES

Le NON à la Constitution, loin de ressusciter les traités antérieurs mettrait à bas le socle sur lequel repose le projet giscardien: Maastricht, Amsterdam, Lisbonne, Nice… Il ne pourrait être question d'y revenir comme si de rien n'était. Certes le problème de la nécessaire coopération des nations européennes ne serait pas résolu, le chantier serait ouvert. Mais le champ serait libre pour que les peuples des nations fraternelles, libres et souveraines unissent leurs aspirations à la paix, à la justice sociale, au droit au travail, à des salaires correspondant aux besoins. Faisons table rase de l'Union européenne telle que nous la subissons. Et pour cela trois lettres suffisent :



Tract édité par *Combat communiste* Correspondance : Guy Gibout, 15 avenue du Président Wilson, B5, 94340 Joinville le Pont. Site Internet : http://perso.wanadoo.fr/echanges/ . Courriel : combat.94@wanadoo.fr